

Future fusion : à Montpellier, le blues de l'Hôtel de Région

Une vive inquiétude règne parmi le millier d'agents employés au siège du conseil régional Languedoc-Roussillon, qui ne savent pas de quoi leur lendemain sera fait.

« Ils pourront en faire un hôtel, il en a déjà le nom... », lâche, dans un ricanement jaune et amer, Thierry Vernière, secrétaire général de l'UNSA au conseil régional Languedoc-Roussillon. Le responsable du syndicat leader chez les agents du "CR-LR" parle de l'Hôtel de Région, sis sur les bords du Lez à Montpellier. Que deviendrait le vaste bâtiment vitré de 12 étages, dessiné il y a 30 ans par le célèbre architecte Bofill, en cas de migration des services de la future grande Région sur Toulouse ? Si le vaisseau amiral était déserté, ce serait un naufrage, une titanique gabegie... Mais pour Thierry Vernière, l'essentiel, ce sont les âmes qui occupent l'édifice. Un millier d'agents sont employés au "siège". Il faut ajouter environ 2 200 fonctionnaires rattachés à la collectivité, répartis sur les cinq départements du Languedoc-Roussillon. « Par exemple les agents des lycées, illustre le représentant syndical. Mais eux ne seront pas impactés par la fusion. Heureusement, on ne va pas aller jusqu'à déménager les lycées... ».

Au «siège» montpelliérain en revanche, on tremble. «C'est ici que les agents sont concernés. Combien, dans quelle proportion ? L'inquiétude est énorme, comme l'inconnue. Beaucoup sont mariés, ont des enfants, ont fait construire», alerte Thierry Vernière. Les deux présidents PS sortants, Damien Alary et Martin Malvy, ont certes pris les mêmes engagements : les proportions d'agents seront conservées - 3 300 en Midi-Pyrénées, 3 200 en Languedoc-Roussillon; et il n'y aura pas de «mobilité géographique forcée».

«L'exécutif qui sortira des urnes en décembre aura la clef»

Mais il ne s'agit que de promesses verbales, des paroles qui peuvent s'envoler. Le syndicaliste s'inquiète ainsi que «le conseil supérieur de la fonction publique territoria-



Un certain abattement règne sur les rives du Lez. Archives Thierry Grillet

le réfléchi,se actuellement à la mise en place d'une prime mobilité», inexistante pour l'instant: «C'est bien parce que l'on compte s'en servir».

«Surtout, rappelle le responsable UNSA, c'est l'exécutif qui sortira des urnes, en décembre, qui aura la clef». Alors que leurs collègues fonctionnaires d'Etat seront somme toute vite fixés (ci-contre), les "territoriaux" devront patienter jusqu'au lendemain des élections. «Il faudra s'attendre à une grande différence de traitement selon l'équipe qui sera élue», souligne Thierry Vernière.

La campagne électorale étant surtout propice à la langue de bois et aux non dits, l'UNSA-Territoriaux se réunit demain à Paris «pour établir un cahier revendicatif, afin que l'on puisse interpeller les candidats. Il n'y a pas qu'ici que la fusion se passe mal». Le délégué UNSA, prêt à ferrailer comme ses homologues, a fait un rêve, dont il sait qu'il le restera : «Comme nous avons fait une intersyndicale, que tous les élus travaillent main dans la main, pour défendre le Languedoc-Roussillon...»

Myriam Galy

Ni nantis ni feignasses

Thierry Vernière l'appelle «l'émission de Carcassonne», et elle lui est restée en travers. Dimanche soir, un reportage sur le gaspillage de l'argent public était au programme de Capital sur M6, avec un zoom sur les employés municipaux de Carcassonne. «Il y a en ce moment une volonté de pointer du doigt les fonctionnaires territoriaux», se lamente le syndicaliste. «On n'est pas intouchables, il est faux de dire que l'on ne peut pas nous virer, dément-il par exemple. Des conseils de discipline existent, qui peuvent conduire à un licenciement pour faute grave. Pas besoin d'avoir tué père et mère». Le syndicaliste réfute aussi «le salaire moyen de 1800 euros par mois. On n'est pas des nantis ! 2200 agents de base du conseil régional gagnent entre 1200 et 1400 euros!». Enfin, l'accusation de fainéantise, très en vogue en ces temps où la détestable chasse aux boucs émissaires s'érige en sport national : «Un millier d'agents employés au siège, c'est justifié par rapport à ce qu'il y a à faire, affirme Thierry Vernière. On n'est pas de grosses feignasses!».

SERVICES DE L'ETAT

Les deux rectorats seraient conservés

Il y aura toujours deux Académies - Montpellier et Toulouse - et donc deux rectorats, dans la future grande Région. La décision semble acquise, même s'il faudra attendre pour confirmation une réunion prévue en juin avec les syndicats. De la même manière, l'idée d'un "super recteur", qui aurait chapeauté les deux Académies, serait laissée de côté. «S'il avait eu une seule académie, cela aurait été ingérable. Mais certains services pourraient être concentrés en un seul endroit. Par exemple celui des bourses. Comme c'est sur dossier, l'Etat estime sans doute que l'éloignement ne nuira pas...», dit Frédéric Vaysse, délégué régional de l'UNSA. Le syndicaliste a assisté à Carcassonne à la première réunion organisée par le préfet préfigurateur sur la future organisation des services de l'Etat. Une autre est prévue dans la seconde quinzaine de juin, avant que le préfet ne transmette son projet au gouvernement, fin juin. Le ministère validera à la fin de l'été, et l'organisation se mettra en place progressivement jusqu'en 2018. Il y a 2800 agents de l'Etat en Midi-Pyrénées, 2200 en Languedoc-Roussillon. «A l'inverse des territoriaux, les fonctionnaires d'Etat vivent la mobilité comme une fatalité, ce n'est pas la première fois qu'ils la subissent», souligne Thierry Vernière, de l'UNSA-Territoriaux.

«Le plus grand plan social fait par l'Etat»

Réduire le coûteux millefeuille territorial : c'était l'une des raisons avancées pour la réforme des Régions, qui passeront de 22 aujourd'hui à 13 le 1^{er} janvier 2016. «Il ne faut pas que les agents paient le prix fort de la fusion», prévient Thierry Vernière, de UNSA-Territoriaux. De fait, pour l'heure, ce ne sont pas les élus(e) s qui sont sources d'économies. Leur nombre est inchangé, voire augmenté. «Pour les élus, il n'y a pas de souci à se faire!», dit le syndicaliste, qui imagine: Si l'hôtel de Région est à Montpellier, il faudra payer les déplacements des élus de Midi-Pyrénées. Il ne faudrait pas que ces dépenses soient compensées par des économies de bouts de chandelle, prises sur le budget de fonctionnement derrière lequel il y a les agents». Le délégué UNSA le rappelle: «En mai 2014, j'avais été le premier à crier: attention! Dans un courrier aux parlementaires, j'avais écrit que l'on allait vers le plus grand plan social jamais vu, et celui-là est engagé par l'Etat».